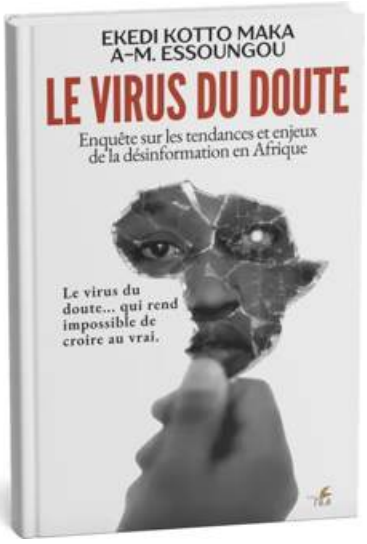
EXTRAIT GRATUIT



LE VIRUS DU DOUTE

Enquête sur les tendances et enjeux de la désinformation en Afrique

Ekedi Kotto Maka & André-Michel Essoungou

Prologue

Pages 1 à 12 de l'édition imprimée

Éditions Tila · Douala · 2026 · ISBN 9798195140540
© 2026 Ekedi Kotto Maka & A-M Essoungou. Tous droits réservés.
Extrait offert pour une lecture gratuite. Version allégée pour faible connexion.

PROLOGUE

Note au lecteur : Ce que vous allez lire n'est pas qu'une succession de fausses nouvelles. C'est l'anatomie d'un monde où le doute est devenu une arme.

NOVEMBRE 2025 / MARS 2026. (FAUSSE) RUPTURE ENTRE KIGALI ET WASHINGTON

Dans le paysage politique complexe de la région des grands-lacs, peu de nouvelles suscitent autant d'intérêt que les alliances et ruptures réelles ou supposées entre les capitales de la région et Washington. De Kigali à Kinshasa, de Kampala à Bujumbura, citoyens ordinaires et observateurs avertis semblent toujours aux aguets sur cette question aux conséquences que tous anticipent avec anxiété.

C'est dans ce contexte politique plus tendu encore depuis trois ans qu'en novembre 2025 et mars 2026, sur les réseaux sociaux, la (fausse) nouvelle d'une rupture des relations entre Kigali et Washington se répand.

La première remonte à novembre 2025. Un profil X (@cle-

mentmuya2) affirme que l'ambassade américaine à Kigali va être délocalisée au Kenya[1]. Fact-Check Congo vérifie : aucune information de ce genre ne figure sur les canaux officiels.

La deuxième survient début mars 2026, peu après les sanctions américaines du 2 mars contre les Forces de défense rwandaises. Un premier post affirme que le Rwanda a accepté de retirer ses troupes de RDC (interprétation inexacte d'un communiqué officiel) et est vu plus de 46 000 fois. Un second, publié le 4 mars, diffuse un faux communiqué aux couleurs du ministère rwandais des Affaires étrangères annonçant la rupture des relations diplomatiques avec Washington. En huit heures : 30 000 vues. Le gouvernement rwandais dément. PesaCheck et le Studio Hirondelle RDC établissent qu'il s'agit d'une fausse information[2].

Ces épisodes ont prospéré sur des tensions bien réelles : les accords de Washington du 4 décembre 2025, violés quelques jours plus tard par la prise d'Uvira par l'AFC/M23, puis les sanctions américaines contre l'armée rwandaise[3,4]. La désinformation n'a pas inventé un conflit inexistant : elle l'a amplifié, transformant chaque silence officiel en preuve d'une rupture consommée.

JUILLET 2023. NIAMEY BRÛLE D'UN FEU INVISIBLE.

Dans les rues poussiéreuses de la capitale nigérienne, les téléphones crépitent. Sur les écrans fissurés des smartphones, dans les groupes WhatsApp bondés, une vidéo circule à la vitesse de la rumeur : Des avions militaires se posent à Dakar.

Les images sont présentées comme la preuve d'un renfort militaire de la CEDEAO contre la junte qui vient de renverser Mohamed Bazoum[5]. En quelques heures, la séquence enflamme les réseaux sociaux ouest-africains. Les manifestants brandissent des drapeaux russes, scandent des slogans anti-français.

Pourtant, l'enregistrement ne montre qu'une simple escale de Rafales français, sans lien avec le Niger. Sortie de son contexte, réinjectée au bon moment, cette séquence anodine est une arme.

JANVIER 2026. « LE MAROC ET LE TROPHÉE VOLÉ DE LA CAN »

Changement de scène et de cadre.

De décembre 2025 à janvier 2026. La Coupe d'Afrique des nations se tient au Maroc. Un tournoi devenu phénomène mondial, vu par des centaines de millions de personnes. Au-delà de l'enthousiasme habituel, des discours au départ suspicieux et finalement accusateurs voient le jour, sans grand fondement dans la réalité des faits.

Des accusations graves envahissent les conversations en ligne pendant et après la CAN : le Maroc serait favorisé par les arbitres. Sans la moindre preuve indiscutable, ces allégations prennent de l'ampleur à mesure que des chroniqueurs dans des médias, créateurs de contenu et utilisateurs sur les réseaux sociaux les reprennent en France et en Afrique[6,7,8].

La rumeur enfle jusqu'au point de bascule : la finale qui oppose le Maroc au Sénégal le 18 janvier à Rabat. Le Sénégal s'impose 1-0 sur le terrain, mais le match glisse simultanément vers une confrontation narrative massive. Chaque décision arbitrale n'est plus perçue comme une erreur humaine, mais comme une manipulation délibérée. La crise connaît un nouveau tournant mi-mars quand la CAF déclare le Maroc vainqueur. La raison : la violation par le Sénégal du règlement interdisant à une équipe de quitter le terrain sans l'aval de l'arbitre.

La décision de la CAF n'a rien résolu. Chaque camp y a lu la confirmation de ce qu'il croyait déjà. La vérité a cessé d'être un terrain partagé.

L'EXPLOSION SILENCIEUSE

Ces trois cas ne sont pas des accidents isolés. Ils partagent une même mécanique : contaminer une fracture existante, qu'elle soit géopolitique, régionale ou identitaire, et l'élargir. C'est précisément cette capacité d'adaptation qui rend le phénomène si difficile à contenir.

Ces trois scènes, ces trois photographies plus ou moins récentes de moments de manipulation informationnelle, aussi sidérantes soit-elles, ne représentent pourtant qu'un mince fragment d'un phénomène bien plus vaste. Dans le silence des serveurs de la Silicon Valley, une guerre d'un genre nouveau redessine les contours de l'Afrique contemporaine. Une guerre sans bombes ni tranchées, mais faite de récits empoisonnés, d'images trafiquées, de voix synthétiques. Une guerre où chaque « j'aime » peut devenir une balle narrative. Les données disponibles en révèlent l'ampleur.

En ce début d'année 2026, des outils d'IA générative semblent de plus en plus mobilisés pour valider des récits institutionnels, transformant l'IA en un « arbitre fictif de la vérité ». Pour la CAF comme pour les États africains, l'enjeu n'est plus seulement de protéger une image, mais de garantir une survie institutionnelle fles deux dace à une menace qui ne connaît ni coup de sifflet final, ni hors-jeu. Le combat ne se gagne plus par le silence, mais par la capacité à saturer l'espace numérique de faits avant que les vérités alternatives, ou des mensonges fabriqués de toute pièce, n'aient le temps de se cristalliser.

Les chiffres donnent le vertige. Entre 2022 et 2024, le nombre de campagnes de désinformation documentées sur le continent, selon des chercheurs du Centre d'études stratégiques de l'Afrique est passé de 50 à 189, soit près du quadruple[9]. Ces statistiques, aussi impressionnantes soient-elles (sans doute fort discutables quoique révélatrices d'une tendance confirmées par d'autres observations contenues

dans les pages qui suivent), ne captent qu'une partie du phénomène.

La désinformation en Afrique ne se mesure pas seulement en publications Facebook, en tweets viraux ou messages sur WhatsApp, la plateforme de médias sociaux dominante en Afrique. Elle circule dans les prêches des imams de Maïduguri dans le Nord du Nigeria, dans les chansons des griots de Bamako, dans les conversations de rue à Kinshasa, Douala et Abidjan.

C'est précisément ce qui rend l'Afrique si singulière dans cette guerre mondiale de l'information. En 2023, Reporters Sans Frontières désignait le l'Afrique subsaharienne comme « laboratoire mondial de la désinformation et de la propagande »[10]. Non pas parce que l'Afrique serait plus crédule qu'ailleurs, mais parce qu'elle incarne un écosystème informationnel unique ; un lieu où le *high-tech* des algorithmes et des deepfakes s'hybride avec le *low-tech* des radios communautaires et du bouche-à-oreille. Où un message vocal WhatsApp peut avoir plus de poids qu'un décret présidentiel.

Ce livre tente de résoudre une énigme : pourquoi et comment la désinformation en Afrique suit-elle des dynamiques, des trajectoires et des tendances différentes du reste du monde ?

La réponse réside dans une alchimie unique entre l'espace digital et celui de l'oralité. Considérons ce paradoxe : En 2026, environ 40 % des Africains ont accès à Internet, avec des disparités importantes : près de 80 % en Afrique du Sud contre seulement 25 % en Afrique centrale[11,12]. Cette fracture numérique, loin de freiner la circulation des fausses nouvelles, la transforme. Elle crée des « chambres noires » informationnelles où les rumeurs, protégées par le cryptage des messageries notamment, échappent aux modérateurs incapables de décoder le bambara, le haoussa ou le wolof, tout au moins avec la même célérité que lorsqu'il s'agit de langues dominantes d'Occident.

Sur le continent, WhatsApp est devenu la « radio-trottoir » du XXIe siècle. Les messages y circulent dans des cercles fermés, atteignant même les analphabètes grâce à des « passeurs » qui lisent les contenus à haute voix dans les marchés. En Gambie, lors des élections de 2021, WhatsApp est devenu un vecteur central de la campagne électorale, supplantant progressivement la radio dans les échanges politiques quotidiens[13]. Ici, le faux peut se répandre plus aisément.

Les chiffres disent l'étendue. Ils ne disent pas les racines. La désinformation ne naît pas dans un algorithme. En Afrique, elle s'engouffre dans quelque chose de plus particulier : un terrain fait de mémoires blessées, de défiances héritées et d'une tradition orale où la parole a toujours précédé l'institution.

LES CICATRICES QUI PARLENT

Il y a plus profond encore. En Afrique, la manipulation de l'information, dont la désinformation n'est qu'un visage de plus en plus discuté, ne tombe pas du ciel numérique. Elle pousse dans les interstices du passé, de la relative rareté informationnelle et de l'adoption fulgurante en Afrique des technologies de communication au cours des 20 dernières années (téléphones mobiles et téléphones intelligents notamment).

Plus qu'ailleurs en effet, cette manipulation s'ancre dans une mémoire collective encore vive de la colonisation, des trahisons postcoloniales et des ingérences étrangères. Lorsqu'un message viral affirme que « la France finance le terrorisme au Sahel », il ne s'agit pas d'une simple théorie du complot. C'est un récit qui réactive un héritage de domination, de mensonges, de ressources pillées depuis plus d'un siècle.

En d'autres mots, ce n'est pas simplement le mensonge qui séduit. C'est le souvenir qui résonne. Au Mali, les vidéos en

langue bambara accusant Paris de collusion avec les Jihadistes ont trouvé une audience massive précisément parce qu'elles s'inscrivaient dans une généalogie de griefs bien réels. Ancienne colonie française indépendante depuis 1960, le Mali a vécu sous une présence politique et économique française continue, que beaucoup de Maliens ont vécue comme une ingérence[14,15].

Au-delà du Mali et du Sahel c'est une vingtaine de pays qui ont en partage le souvenir d'une France omniprésente dans son champ politique et économique. En août 1994, Ignacio Ramonet note, dans un éditorial du monde diplomatique que « depuis 1962 Paris a conduit en Afrique 18 interventions militaires majeures en Afrique, jamais décidées par le parlement et toujours en faveur des régimes dictatoriaux ». Un essai publié au début des années 1990 par Mongo Béti résume déjà, il y a trois décennies, le sentiment alors partagé par beaucoup sur le continent, celui de « la France contre l'Afrique » (La Découverte, 2006), faisant le lit de ce qui suivra, dans le sillage des évolutions technologiques et de la communication observées depuis lors[16].

Il est vrai, au demeurant, que l'histoire de la manipulation de l'information en Afrique ne commence pas avec les réseaux sociaux. Prenons l'Afrique du Sud des années 1970. Pour redorer son image à l'étranger, le régime d'apartheid finance secrètement *The Citizen*, un journal anglophone progouvernemental. L'affaire finit par éclater, c'est le Muldergate, et entraîne la démission du Premier ministre John Vorster[17]. Le mensonge avait alors une adresse, une rédaction, une imprimerie. Aujourd'hui, il a des fermes à trolls, des algorithmes et des faux comptes aux visages générés par intelligence artificielle. Derrière ces outils, des acteurs, privés, étrangers, professionnels, qui ont fait de la manipulation un marché.

LES NOUVEAUX MERCENAIRES

Les investigations journalistiques nous permettent d'établir que c'est en Afrique, notamment au Nigeria et au Kenya, que Cambridge Analytica a testé ses techniques frauduleuses d'aspiration de données avant de les déployer lors du référendum sur le Brexit et l'élection présidentielle américaine de 2016. Les électeurs de ces pays ont servi, à leur insu, de cobayes d'une stratégie en trois étapes : récolter les données personnelles de millions de citoyens sur Facebook, analyser ces informations pour définir des microcatégories psychologiques, puis orienter les choix individuels par une propagande taillée sur mesure.

Lors des élections présidentielles kényanes de 2013 et 2017, Cambridge Analytica, conseillère du président Uhuru Kenyatta, avait collecté les données personnelles des électeurs et déployé une propagande ciblant les peurs ethniques de chaque communauté. Au Nigeria, près d'un mois avant la présidentielle de 2015, la firme, alors mandatée par un homme d'affaires nigérian pour soutenir la réélection du président sortant Goodluck Jonathan, a tenté d'obtenir via des hackers les données médicales du candidat Muhammadu Buhari et produit des vidéos suggérant que sa victoire déclencherait une montée des violences islamistes[18,19].

Pour sa part, l'enquête sur Team Jorge, une structure israélienne composée d'anciens agents du renseignement, a révélé la manipulation de vingt-sept élections à travers le monde entre 2017 et 2023[20,21] .Des milliers de faux profils sur WhatsApp et Facebook, des comptes Telegram piratés, des récits pro-juntes ou anti-occidentaux disséminés avec une précision chirurgicale.

Les mercenaires privés ne sont pas les seuls acteurs de cette guerre. En République centrafricaine, un rapport

détaillé, publié par Graphika et le Stanford Internet Observatory a documenté une guerre informationnelle inédite. Des comptes pro-français, associés à des individus proches de l'armée française, et des comptes pro-russes, liés aux réseaux d'Evgueni Prigojine, l'ancien chef du Groupe Wagner, se sont affrontés sur Facebook, s'accusant mutuellement de « fake news », utilisant des profils générés par intelligence artificielle, créant de faux médias locaux[22].

Le résultat ? Un effondrement de la confiance. La population centrafricaine ne sait plus à quelle source se fier. La vérité elle-même est devenue suspecte.

C'est là que réside peut-être la mutation la plus insidieuse de la désinformation : non pas simplement faire croire au faux, mais rendre impossible de croire au vrai. Ce que les experts appellent le « dividende du menteur » : la possibilité pour tout politicien de rejeter une preuve réelle comme étant un deepfake.

C'est dans ce terreau, des sociétés où la vérité est déjà suspecte, où la confiance est déjà fracturée, que l'accès à de récentes avancées technologiques a donné des capacités nouvelles : produire un deepfake, fabriquer une fausse interview, inonder un réseau de faux contenus ne requiert plus ni budget important ni expertise particulière.

L'USINE À MIRAGES

En Afrique du Sud, lors des élections de 2024, une fausse vidéo montrant Donald Trump endossant le parti uMkhonto weSizwe a circulé sur TikTok et X, semant la confusion chez des milliers d'électeurs avant d'être démentie par AFP Fact Check[23].

En RDC, un deepfake du Président Félix Tshisekedi le montrant en train de promouvoir une application d'arnaque financière a circulé massivement sur Facebook, au point que la porte-parole de la présidence a dû démentir publiquement

ce qu'elle a qualifié de « montage grotesque généré par l'intelligence artificielle »[24].

Pendant ce temps, les plateformes mondiales brillent par leur absence. À ce jour, aucune grande entreprise technologique ne propose une modération efficace en bambara, haoussa, wolof, lingala ou swahili. Cette invisibilisation linguistique n'est pas neutre : elle laisse les récits les plus violents ou manipulateurs circuler en toute impunité.

La désinformation en Afrique n'est pas un simple « bruit » médiatique. Elle tue, déstabilise, radicalise. Au Cameroun, en 2021, une rumeur attribuant les vaccins COVID-19 à une intention de tuer ou encore de stériliser a circulé via la parole de certains leaders communautaires et religieux. Dans ce contexte de méfiance, une étude menée en 2022 à Douala met en évidence que 45,7 % des personnes interrogées ont refusé la vaccination[25].

Au Soudan, depuis avril 2023, les deux camps ont inondé les réseaux sociaux de propagande, de discours de haine ethnique et de vidéos manipulées. Des chercheurs ont documenté comment ces contenus ont été délibérément conçus pour alimenter la violence au Darfour et bloquer tout cessez-le-feu[26].

Deepfakes, rumeurs, manipulations électorales : sous toutes ses formes, la désinformation creuse le fossé entre des sociétés fragilisées et un avenir démocratique.

LES SENTINELLES DE LA VÉRITÉ

Pourtant, dans l'ombre, des résistances s'organisent. Africa Check a publié presque 1 700 rapports de fact-checking, formé plus de 11 600 personnes, et fédère au sein de son réseau Africa Facts 58 organisations de vérification des faits dans plus de 35 pays africains.[27]. Leur méthode : traduire la vérification dans les codes locaux. Au Sénégal, leur campagne #KeepTheFactsGoing utilise des notes vocales WhatsApp et

des podcasts radiophoniques pour sensibiliser les populations analphabètes.

Au Burkina Faso, des radios communautaires diffusent des pièces de théâtre interactives pour déconstruire les rumeurs. Au Ghana, une coalition de la société civile regroupant plus de 100 médias partenaires couvrant 45 langues locales a été mis en place pour contribuer à la surveillance des réseaux sociaux en amont des élections de 2024[28].

Ce ne sont pas des initiatives folkloriques. Ce sont des systèmes d'immunité culturelle et sociale.

POURQUOI CE LIVRE ?

L'Afrique est au cœur de la guerre informationnelle mondiale, mais sans projecteurs. Elle est ciblée, mais rarement écoutée. Analysée pour ses fractures, rarement célébrée pour ses ripostes. Les grilles d'analyse dominantes, souvent conçues hors du continent, peinent à saisir les dynamiques hybrides qui s'y jouent. Or, la désinformation ici n'est pas qu'un « problème de plateforme ». C'est un combat pour l'imaginaire. Pour la mémoire. Pour la souveraineté.

Ce livre part également à la rencontre de ceux qui, dans l'ombre, luttent pour que l'Afrique raconte elle-même ses réalités. Il vous emmènera dans les lieux où se fabrique la résistance : un studio radio à Ouahigouya où le théâtre devient bouclier, des capsules vocales qui voyagent sur WhatsApp dans les langues où le mensonge circule, des clubs communautaires où des jeunes apprennent à débusquer le faux. Vous y croiserez des comédiens qui jouent la rumeur pour mieux la désamorcer, des griots qui corrigent une fausse nouvelle par un conte, des développeurs qui construisent des outils dans des langues que les géants ignorent.

Car si l'Afrique subit les assauts des technologies de manipulation les plus sophistiquées, elle répond par une créativité hybride qui pourrait bien inspirer le reste du monde.

Ce livre se structure autour de cinq chapitres qui dessinent la cartographie de cette guerre invisible.

La radio-trottoir numérique explore l'hybridation unique du paysage informationnel africain, où WhatsApp et Telegram sont devenus des « chambres noires » de la désinformation.

Les guerriers africains de l'information raconte comment du Mali à l'Afrique du sud, une industrie locale d'acteurs de l'influence numérique s'est mise en place.

Les mercenaires de l'influence décrypte l'internalisation des milices numériques et les guerres d'influences qui exploitent les cicatrices coloniales notamment.

La loi comme arme examine comment certains États instrumentalisent la lutte contre les fausses nouvelles pour contrôler l'information, le « lawfare » informationnel.

La reconquête du récit célèbre les solutions innovantes, de l'IA au service de la vérification aux griots réinventés en fact-checkers.

Ce livre ne cherche pas à tout expliquer. Il dresse une cartographie imparfaite mais honnête. Une traversée faite de données, de récits, de cas concrets. Il est aussi un plaidoyer pour une souveraineté informationnelle inventée sur le continent, par le continent, pour le continent.

Car la souveraineté informationnelle n'est pas une destination mais un terrain de lutte quotidienne. En Afrique, cette bataille se gagne récit par récit, langue par langue, voix par voix.

Et si, dans ce chaos numérique, l'Afrique détenait les clés d'un futur plus résilient ?

LA SUITE DANS LE LIVRE

Le virus du doute

Cinq chapitres, de la radio-trottoir numérique
à la reconquête du récit, et plus de 130 références
pour vérifier, prolonger, approfondir.

Acheter le livre

amzn.eu/d/0aOalRQl

Commandes, accès académique et invitations :
Éditions Tila · editionstila@gmail.com
www.editionstila.com